

LE DÉBAT DU DÉBAT

Plusieurs articles parus récemment dans Le Débat ont suscité des réactions qu'au demeurant ils appelaient. Ainsi l'article de Jean Clair sur le destin des arts d'avant-garde (n° 21), ainsi les prises de position sur l'édition (nos 19 et 22), ainsi la discussion du rapport Godelier (n° 22).

Nous avons eu déjà souvent l'occasion de regretter de ne pouvoir faire place à des interventions qui auraient enrichi les dossiers que nous ouvrons, ou de ne pouvoir nous-même faire écho à des débats venus d'ailleurs.

*C'est pourquoi nous avons pris le parti de regrouper ici les plus significatives des réactions qui nous sont parvenues. Nous joignons à ces brèves contributions une étude plus substantielle de Gérard Duchêne qui répond aux thèses soutenues par C. Castoriadis dans son livre *Devant la guerre* (Fayard, 1981).*

*Que les dépenses militaires de la Russie absorbent une part énorme (et inconnue ailleurs en temps de paix) des ressources du pays, de l'ordre de 15 %, était certes connu depuis longtemps (autre chose si on en parlait peu au grand public, sans doute par un souci louable de ne pas troubler sa digestion). La seule « nouveauté » qu'apporte *Devant la guerre* à cet égard, c'est la confirmation des estimations parmi les plus élevées par l'utilisation d'une méthode nouvelle – la méthode « primitive », pp. 133-138 et 166-190 – et d'une autre, évidente dans son principe mais à ma connaissance non utilisée auparavant, la reconstruction des comptes nationaux russes qui aboutit à des « résidus » inexplicables (Annexe V, pp. 181-212).*

La « nouveauté » véritable, aussi incroyable que cela puisse paraître, a été de vouloir tirer de ces chiffres une signification sociologique. Nombre de critiques n'ont pas pu l'assimiler. Qu'un régime consacre 15 % du produit national à la production d'armements (alors qu'il est incapable de nourrir, d'habiller et de loger décemment sa population) ne dirait, ne signifierait, ne traduirait, ne trahirait, semble-t-il, rien quant à son orientation, ses options, sa dynamique immanente, son articulation interne. Tout au plus, cela concernerait son « économie ». Voilà où nous en sommes, après cinq (et vingt-cinq) siècles de réflexion sur les sociétés.

J'ai sans doute eu tort en écrivant *Devant la guerre*, de ne pas rappeler au lecteur inattentif que 15 % = 60 ou 75 %. Aucun gouvernement, et aucun régime, ne « joue librement » avec 100 % de la production nationale. Une certaine consommation, privée et collective, est plus ou moins incompressible ; les couches dominantes tiennent fort à leurs privilèges ; tout cela entraîne des investissements « liés ». Le surplus « libre », « manipulable » est, peut-être, de 20 ou 25 % du produit national (cf. D.G. I, tableau H, p. 206). 15/20 ou 15/25, cela fait trois quarts ou trois cinquièmes de ce dont on dispose vraiment. Voilà ce que signifie « 15 % du P.N.B. ».

Les commentaires constructifs de G. Duchêne corroborent au total, comme ordres de grandeur, et les estimations habituelles, et les miennes. Pour illustrer, simplement, les variations considérables des résultats des méthodes usuelles – qui m'ont incité à les contrôler par l'application d'autres méthodes –, je

Cet article est paru en mars 1983 dans le n° 24 du *Débat* (pp. 190 à 192).

Le débat du *Débat*
Union soviétique

note que G. Duchêne aboutit pour 1980 à des dépenses militaires de 59-69 milliards de roubles – cependant que le « père » de la procédure qu’il utilise, W.T. Lee, les estime à 108-126 milliards de roubles¹. Une nouvelle estimation de la D.I.A. implique, pour 1980, des dépenses de 73-91 milliards de roubles². La moyenne de mes estimations résiduelles est de 84 milliards de roubles.

L’autre fait dont partent les analyses de Devant la guerre, tout autant connu et presque tout autant méconnu dans sa signification, est l’écart considérable de qualité entre les produits militaires russes et les produits non militaires. Brièvement parlant, la production militaire russe soutient qualitativement la comparaison avec la production occidentale correspondante, cependant que la production non militaire ne la soutient pas. Cela soulève aussitôt la question de la nature et de l’organisation interne des « boîtes noires » qui produisent des outputs tellement différents.

Les pénuries chroniques et récurrentes et la qualité infra-médiocre des produits non militaires en Russie sont amplement connues et documentées³. Ce qui est parfois contesté, c’est la qualité des matériels militaires. On peut certes en discuter à perte de vue – surtout si l’on oublie le sens et le véritable objet de la discussion. Mais je comprends difficilement que G. Duchêne laisse croire que la comparaison qualitative des matériels militaires russe et américain « rappelle étrangement » les comparaisons de biens civils. Personne ne peut exhiber, dans la production non militaire russe, un équivalent, même fort éloigné, des fusées qui atteignent Vénus après un immense parcours où les quarts de seconde comptent, y procèdent aux mesures les plus difficiles et les plus fines actuellement effectuables et retransmettent les résultats à la Terre ; des centaines de satellites artificiels lancés avec succès ; de plus de mille fusées de la sophistication des SS-18, SS-19 et SS-20 ; de sous-marins nucléaires comme le Typhon – pour ne pas parler, tout simplement, de la Kalashnikov. Pour abréger, je me borne à citer l’appréciation sobre et pondérée de l’International Institute for Strategic Studies de Londres, dans son dernier rapport annuel qui vient de paraître⁴ :

« Il est impossible de répondre à la question de la supériorité technologique sans le test du combat. En général, cependant, on pense que l’équipement soviétique est robuste (rugged), relativement immune aux fausses manœuvres et apparemment fiable (reliable). » Quant à l’évolution dans le temps : « L’Occident s’est fié jusqu’ici à sa technologie supérieure et – bien qu’il y ait des faits (evidence) montrant que l’Est a été rattrapant (has been catching up) l’Occident et, dans certains cas, l’a effectivement dépassé – un certain (some) avantage occidental subsiste encore, bien qu’il soit maintenant beaucoup plus petit qu’il ne l’était. » « La balance quantitative pendant les vingt dernières années s’est lentement mais constamment modifiée en faveur de l’Est. En même temps, l’Occident a perdu dans une large mesure (largely) l’avantage technologique qui permettait à l’O.T.A.N. de croire que la qualité pouvait remplacer le nombre. »

La différence qualitative des résultats du secteur militaire et du secteur non militaire ne peut pas être expliquée par la quantité des ressources que l’un et l’autre absorbent. Je l’ai montré dans Devant la guerre I, et l’on peut en fournir immédiatement une illustration éclatante : l’agriculture, qui engouffre des investissements énormes, ne cesse d’aller d’échec en échec.

1. Voir, en dernier lieu, International Institute for Strategic Studies, *The Military Balance 1982-1983* (I.I.S.S., Londres, 1982), p. 12.

2. *International Herald Tribune*, 22.7.82.

3. Voir, en dernier lieu, Hervé Guicquiau, « Mythes et mystères des biens de consommation soviétique », in *L’U.R.S.S. et l’Europe de l’Est en 1981-1982*, Notes et Études documentaires, La Documentation française, n° 4673-4674, 22 juin 1982, pp. 55-56.

4. *Loc. cit.*, pp. 129-131.

Mais les priorités, dont bénéficie incontestablement la production militaire, ne suffisent pas non plus, contrairement à ce que pense G. Duchêne. Elles suppriment un facteur négatif qui ajoute lourdement à la désorganisation de la production non militaire ; elles pourraient expliquer une productivité (quantitative) plus grande, non pas une différence de qualité. On mentionne souvent un autre facteur : la production militaire est le seul secteur en Russie où règne la « souveraineté du consommateur », où l'acheteur refusera de prendre livraison du produit s'il ne correspond pas aux standards qu'il a fixés. Mais la même question surgit, une fois encore : pourquoi donc l'acheteur se comporte, dans ce cas-ci et dans ce cas seulement, correctement (comme une « bureaucratie rationnelle »), pourquoi n'y a-t-il pas ici la même corruption, la même incurie qu'ailleurs, à en juger par les résultats ? Sur le papier, la « souveraineté du consommateur monopsoniste » existe en Russie partout où l'« acheteur » est la bureaucratie : les organisations de commerce de gros, par exemple, pourraient (et sont même sous l'obligation de) refuser la camelote proposée par les usines. Cas encore plus clair, les « achats » concernant la consommation publique ou collective (hôpitaux, par exemple) : leur qualité est comparable à celle des biens de consommation « privés ». Bref : il n'y a qu'une seule fraction de la bureaucratie suffisamment intéressée par ce qu'elle est supposée faire pour le faire à peu près correctement, c'est la bureaucratie militaire.

Si l'on possède la moindre familiarité avec les questions du travail industriel moderne, il est impossible de ne pas relier cette différence de qualité à des différences des attitudes des personnels, à tous les niveaux. Les privilèges matériels entrent certes ici en ligne de compte ; je ne crois pas qu'ils suffisent, et certainement pas pour les personnels qualifiés. Le « pouvoir travailler normalement » de G. Duchêne a certes une grande importance – mais il ne faut pas le prendre dans un sens simplement mécanique. Il s'agit de pouvoir travailler avec les meilleures machines du pays, pour fabriquer des produits qui marchent ; que cela nous plaise ou non, les entreprises fermées sont les seules où le travail, en tant que travail, ait un sens. (Soljenitsyne l'avait déjà vu, même pour les opposants du Premier Cercle.)

La conclusion centrale est que le développement du secteur militaire, aux dépens de tout le reste, représente une caractéristique structurale du régime russe depuis une vingtaine d'années. Il ne résulte pas d'une décision conjoncturelle et modifiable, mais possède sa propre dynamique autonome, irréversible sauf explosion ou implosion du système.

C'est ce que G. Duchêne exprime d'une autre façon, lorsqu'il écrit : « L'objectif de l'économie planifiée est de mettre une partie de l'économie et de la société au service d'une autre partie, et ce but-là est bel et bien atteint. » C'est aussi ce que Mihály Vajda formule, en disant que le régime russe n'apparaît comme fonctionnant mal que si on lui impute des objectifs qui ne sont pas les siens (le « développement » au sens occidental) mais qu'il fonctionne très bien par rapport à ses objectifs propres et à sa logique intrinsèque⁵.

Bien évidemment, cette thèse est intimement liée à celle de l'impossibilité d'une « autoréforme » du régime (D.G. I, pp. 153-162). Elle implique le rejet de toutes les théories de la « convergence » – comme aussi des illusions que l'on propage activement de nouveau, à propos de la succession de Brejnev et de la « relève des générations ».

8 novembre 1982

Cornelius Castoriadis.

5. Mihály Vajda, « La stratocratie aux yeux d'un Européen du Centre-Est », *Esprit*, février 1983.